

Pourquoi l'économie française a du mal à redémarrer

Dans sa note de conjoncture publiée le mardi 24 juin, l'Insee réaffirme que la reprise française reste encore modeste.

[« Il faut renoncer à l'objectif de 3 % en attendant que la croissance reparte »](#)

[Le secteur privé renoue avec la croissance](#)

Tous les indicateurs stagnent ou progressent trop peu.

Pour expliquer cette situation, les experts de Bercy ont identifié quatre freins à l'activité.

Voilà plusieurs mois que l'Insee le répète : la reprise est une réalité en France, mais elle reste très modeste. Après le patinage du début d'année (+ 0 % au premier trimestre), l'activité tricolore devrait enregistrer un léger rebond, pour terminer l'année avec une croissance de 0,7 % (+ 0,4 % en 2013). Seulement voilà, cette reprise demeure insuffisante pour endiguer le chômage.

Autre préoccupation : les finances publiques nationales. En effet, [si la prévision de l'Insee](#) se réalise (0,7 % de croissance cette année), et non celle du gouvernement pour bâtir son budget (1 %), cela « *creusera mécaniquement le déficit budgétaire de 0,15 point, soit 3 milliards d'euros* », explique Jean-Christophe Caffet, chez Natixis.

En outre, le scénario dépressif de déflation (baisse durable du niveau général des prix) menace toujours. Enfin, si cette reprise « *ne décolle pas* », comme l'affirme l'Insee, c'est aussi parce qu'elle ne parvient pas à surmonter quatre freins très puissants, qui expliquent pourquoi l'économie tricolore a autant de mal à repartir.

1. LA PANNE DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

C'est l'un des principaux points faibles qui tirent la France vers le bas, souligne l'Insee. L'activité du secteur de la construction est en recul constant depuis de nombreux mois : – 0,3 % fin 2013, – 1,5 % début 2014, et la tendance devrait se poursuivre au deuxième et au troisième trimestre, avant de se stabiliser.

Les travaux publics engagés dans la perspective des élections municipales appartiennent désormais au passé. Les chantiers d'entretien et d'amélioration du logement souffrent, eux, de la hausse de la TVA de 7 à 10 %. Et dans le même temps, le nombre [de mises en chantier de logements](#) neufs n'a cessé de se replier, pour

atteindre son plus bas niveau depuis quinze ans, parce que les ménages ont diminué leurs dépenses.

« Cette atonie de la construction représente 0,4 point de PIB en moins cette année pour la France, soit la moitié de notre écart de croissance avec l'Allemagne », calcule Laurent Clavel, de l'Insee. Or, ce secteur produit, en France, 5 % de la richesse nationale et pèse 6 % des emplois. À quoi il faut ajouter les effets d'entraînement, à la hausse ou à la baisse, sur d'autres branches – immobilier, services financiers...

2. UN POUVOIR D'ACHAT ENCORE TROP MODESTE

Alors que [la consommation des ménages](#) est le principal moteur de l'économie française, le pouvoir d'achat fait partie des indicateurs clés à surveiller. Il devrait reprendre des couleurs cette année (+ 0,7 %), après une année noire en 2012 (– 0,9 %) et une stagnation en 2013.

Trois raisons à cela : les prélèvements obligatoires augmenteront moins que l'année passée, l'inflation devrait rester à un niveau très contenu (0,7 %) et les revenus d'activité vont progresser légèrement. Le salaire moyen réel par tête (déduction faite de l'inflation) devrait ainsi augmenter de 1 %, après 0,8 % l'an dernier. « *Le pouvoir d'achat des ménages s'améliore, certes, conclut l'Insee, mais trop modestement pour conduire à une franche accélération de la consommation et pour empêcher l'investissement en logements neufs de continuer de se replier.* »

La persistance d'un chômage élevé explique également la faible progression des rémunérations, du pouvoir d'achat et de la consommation. Seuls les contrats aidés du secteur public devraient contribuer positivement à l'emploi total en 2014, et ce malgré les 60 000 postes créés cette année par l'application du Cice (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi). L'Insee prévoit d'ailleurs que le taux de chômage passera de 10,1 % aujourd'hui à 10,2 % en décembre.

3. L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES RESTE AU POINT MORT

La confiance joue un grand rôle dans l'activité. Seules des anticipations positives peuvent conduire les ménages à consommer et les entreprises à investir. Or, ce mécanisme semble brisé en France, si l'on en croit le « climat des affaires » de l'Insee. Cet indicateur, qui mesure les perspectives des chefs d'entreprise, « *stagne depuis neuf mois, en dessous de sa moyenne de longue période* », commente Laurent Clavel, qui met en avant le « *manque de dynamisme de la demande aux entreprises* ».

Autre obstacle : le taux de marge des entreprises enregistre son plus bas niveau depuis 1985. Impossible, ou presque, d'investir lorsqu'une entreprise est privée de toute marge de manœuvre financière.

Les marges devraient néanmoins se redresser cette année, sous l'effet cumulé du Cice et des gains de productivité. « *Cette année, le salaire moyen par tête augmentera moins vite que les gains de productivité* », relève Laurent Clavel en insistant sur ce « *fait très exceptionnel* » pour un pays où, traditionnellement, les salaires ne s'ajustent pas, ou peu, lorsque la conjoncture se dégrade. Au final, sur l'ensemble de l'année 2014, « *les dépenses d'investissement des entreprises rebondiraient modérément (+ 0,7 % après – 0,6 % en 2013), dans le sillage de l'activité* ».

4. LA REPRISE DU COMMERCE MONDIAL NE PROFITE PAS BEAUCOUP À LA FRANCE

C'est le quatrième frein de l'économie française. La demande extérieure adressée à la France a reculé en fin d'année dernière, accentuant les pertes de parts de marché des entreprises tricolores, spécialement hors de l'Union européenne.

L'Insee prévoit que cette demande extérieure devrait se redynamiser cette année. Mais la France n'en profitera pas autant que possible. D'abord, parce que la tendance à la perte des parts de marché n'est pas encore inversée, assure l'Insee. Ensuite, ajoute-t-il, parce que l'euro fort affaiblit un peu plus les entreprises exportatrices françaises. « *En moyenne, en 2014, la contribution du commerce extérieur à la croissance française serait nulle, après + 0,1 point en 2013.* »

Marie Dancer

[« Il faut renoncer à l'objectif de 3 % en attendant que la croissance reparte »](#)